

**M. Crouse:** Le député ne pourrait pas prononcer son discours si ce n'était de la protection que l'OTAN assure au Canada. Si le député croit ce qu'il dit, je le plains.

**M. Nystrom:** Je le crois, autrement je ne le dirais pas. Il y a de plus en plus de gens qui tiennent le même langage, sauf quelques conservateurs réactionnaires, qui semblables aux dinosaures vivent à l'époque antédiluvienne. Il y a tant d'infortune dans le monde parce que des gens pensent comme le député. Il n'y a jamais de démarcations absolument nettes entre les choses. Il n'y a pas que les pays capitalistes de libre entreprise d'une part et les pays communistes de l'autre. Il y a une troisième option que des pays comme le Canada devraient poursuivre. Si j'en avais le temps, je ferais d'autres commentaires sur cet organisme. Je prétends qu'il faut nous retirer de cet organisme et j'ai donné quelques raisons pour étayer ces vues.

Je le répète, le Canada doit élaborer une politique étrangère indépendante et faire porter ses efforts beaucoup plus sur le développement international et le maintien de la paix. C'est ainsi que nous ferons un réel apport à la paix mondiale. Il faut également tâcher de consolider les Nations Unies et d'introduire un peu plus d'harmonie dans le monde, sous quelque ciel que nous vivions et quelle que soit la couleur de notre peau. Nous devons tâcher de communiquer davantage les uns avec les autres, sans quoi nous serons dépourvus d'organe central pour échanger des idées. Nous ne pouvons nous attendre alors qu'à des ennuis. Voilà pourquoi j'accueille volontiers toute démarche qui établira une communauté universelle et qui unifiera le monde. Somme toute, sous de nombreux rapports, les frontières internationales n'existent plus. Elles n'existent plus dans le domaine des finances et des communications modernes. Nous devons comprendre que la communauté universelle se transforme rapidement en un village global et nous devrions orienter nos politiques compte tenu de ce fait.

Je le répète, à mon avis la motion dont nous sommes saisis fait porter l'accent sur de fausses priorités et se dirige dans une mauvaise voie. Elle propose des politiques contraires à celles que le Canada devrait adopter actuellement. Au lieu de mettre ces politiques en œuvre, nous devrions tenter de nous retirer du NORAD et de l'OTAN. Nous devrions travailler au maintien de la paix et au développement international par l'entremise des Nations Unies. Les politiques que propose la motion ne nous seront guère salutaires, car si elles étaient adoptées, nous contribuerions à la polarisation du monde qui provoquerait tout à coup une guerre atomique. C'est ce qui se produira, si nous approuvons les vues anachroniques et mesquines qui avaient cours dans le passé.

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, avant d'exprimer mes quelques idées, j'aimerais commenter les observations du député de Yorkton-Melville (M. Nystrom). Tout en respectant ses idées et sa jeunesse, il me semble qu'il devrait lire l'Histoire et apprendre ce qui s'est passé, surtout pendant l'entre-deux-guerres de 1918 à 1940: il porterait probablement un jugement tout autre sur ce que signifie la protection de notre pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nystrom:** Je l'ai lue.

**M. Marshall:** Les orateurs précédents ont fort bien traité des aspects importants de l'orientation éventuelle de notre politique de défense; il ne me reste plus qu'à faire des observations d'ordre général sur ce que je pense de ce qu'a été notre politique de défense jusqu'ici. A mon avis, elle n'a été qu'une série de tâtonnements selon les caprices de quiconque était ministre à une époque donnée. Il n'y a qu'une exception à cette règle. Nous n'avons eu une politique de la défense nettement définie que lorsque le député de Calgary-Centre (M. Harkness) était ministre.

**Des voix:** Bravo.

**M. Marshall:** Nous attendons présentement avec une certaine inquiétude les directives du nouveau ministre sur notre prochaine orientation. Ce sera le deuxième Livre blanc que j'aurai connu dans mes trois années de vie politique.

Je voudrais examiner l'état actuel de nos Forces armées. La pire maladresse possible est de réduire nos effectifs à 82,000 comme nous le faisons. A mon humble avis, il sera intéressant d'entendre les commentaires que nos généraux à la retraite et nos officiers supérieurs qui ont quitté le service ces dernières années par dégoût pour nos politiques d'intégration et d'unification—quelle que soit celle qui est arrivée la première—ont à formuler sur cette réduction de nos effectifs à 82,000. Il serait intéressant aussi de nous trouver, derrière portes closes, avec les chefs d'état-major actuels et les officiers supérieurs à tous les niveaux de commandement pour connaître leurs opinions réelles sur la question de savoir comment nous pouvons nous acquitter de nos obligations avec 82,000 officiers et soldats, même selon les plus récentes directives.

• (4.00 p.m.)

Il ne fait pas de doute pour moi que si nous réduisons les effectifs de nos forces armées—qui comprennent 42,000 personnes affectées à l'administration ou au soutien—nous nous apercevrons qu'avec un reliquat de 40,000 combattants, nous ne saurions envisager une opération de plus vaste envergure que celle que nous avons malheureusement eu à mener au Québec l'automne dernier. Sans vouloir jouer les Cassandre, je me demande comment nos forces armées s'y seraient prises si des événements de même nature s'étaient produits dans une autre partie du Canada. Dieu soit loué, monsieur l'Orateur, nous ne nous sommes pas trouvés dans cette situation, car cela aurait été très ennuyeux.

Le ministre fait assurément preuve d'une grande puérité quand il nous reproche de ne pas avoir de considération pour les aptitudes et l'efficacité de nos forces armées. Ce que je dis, monsieur l'Orateur, c'est qu'en ramenant à 82,000 hommes les effectifs de nos forces armées, nous les rendrons inopérantes. Je ne vise pas à la mise sur pied d'une force gigantesque à la seule fin de nous mesurer avec d'autres pays. Je comprends bien que le gros de nos efforts en tant que Canadiens partisans de la paix devrait être consacré à des missions pacifiques. Je comprends aussi que nos ressources financières ne sont pas inépuisables.